

Communiqué de presse
7 novembre 2018

Des chasseurs-collecteurs de la fin du Paléolithique sous la ville d'Angoulême



Le quartier de la gare d'Angoulême fait actuellement l'objet d'un ambitieux projet de réaménagement porté par la Communauté d'agglomération du Grand Angoulême et l'Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine. Les services de l'État (DRAC Nouvelle-Aquitaine) ont prescrit, dans ce cadre, une fouille préventive sur l'îlot Renaudin qui s'inscrit dans un secteur peu documenté d'un point de vue archéologique. Cette fouille menée depuis le mois d'avril par une équipe d'archéologues de l'Inrap a permis de révéler trois occupations préhistoriques, datées du Paléolithique final au Mésolithique, ainsi qu'une séquence sédimentaire très rare.

Une séquence ouverte sur les climats du passé

Les découvertes préhistoriques réalisées sur le site de la rue de l'Amiral Renaudin montrent la présence de niveaux archéologiques associés à une séquence de tufs et des sédiments tourbeux d'une épaisseur d'au moins 3 mètres, attribuables à la fin du Tardiglaciaire et au début de l'Holocène (fin de la dernière glaciation, début de la période tempérée actuelle). Cette séquence géologique, inédite dans le sud de la France, renseigne sur les environnements et climats passés. Elle est à l'origine de la déclaration de « découverte exceptionnelle », dans le cadre de l'application d'un dispositif spécifique du Code du patrimoine (article R523-48 du Code du patrimoine), validé par la Commission territoriale de la recherche archéologique, et a donné lieu à une seconde prescription par l'État.

Des occupations préhistoriques piégées

Sur 2 000 m², l'emprise de la fouille renferme, au sein d'un paléo-chenal bordé de tufs, trois occupations préhistoriques : une première attribuable à l'Azilien récent (11500 avant notre ère), une seconde correspondant au Laborien (9900 avant notre ère), enfin des indices d'occupations mésolithiques (8900 avant notre ère). Ces implantations préhistoriques sont les témoins de la transition entre la fin du Paléolithique supérieur et le Mésolithique, entre un climat froid et un climat tempéré.

Le gisement, implanté en fond de vallée, est dans un état de conservation remarquable malgré des phénomènes érosifs ayant entraîné une dispersion verticale d'artefacts, et un colluvionnement de certains horizons, notamment azilien. La position du site dans un environnement singulier a favorisé la fossilisation des vestiges préhistoriques sous une épaisse couche de tufs. Ainsi, les deux niveaux, azilien puis laborien, sont bien calés stratigraphiquement.

200 000 pièces

Depuis sept mois, une équipe de dix archéologues œuvre sur ce chantier et a tamisé manuellement 1 500 m³ de sédiment. Quelque 200 000 pièces, dont plus de 400 armatures de jet, à la typologie variée, ont été prélevées. Malacologue, géomorphologue et spécialiste des tufs, palynologue ou encore technologue ont permis, grâce à la combinaison de leurs différentes expertises, de mieux comprendre les données issues du terrain.



Il y a 14 000 ans : l'Azilien récent

L'Azilien est généralement associé au réchauffement climatique faisant suite à la dernière glaciation. Il se caractérise par une transformation de la faune et de la flore, faisant évoluer les comportements humains.

Le niveau d'occupation découvert s'étend sur toute l'emprise, sur une épaisseur de 40 à 80 cm. Sur le terrain, des aménagements bien conservés ont été exhumés : quatre structures de combustion (foyers), des concentrations de galets chauffés, des restes osseux et un poste de taille du silex. Il semble que l'objectif premier des tailleurs a été de produire des éclats allongés (laminaires) pour fabriquer des pointes de projectile. Ces « pointes à dos courbe », petites lames transformées en armatures sur le site, présentent pour la majorité d'entre elles des traces d'impact et de fractures témoignant de leur utilisation. Parallèlement, la faune est relativement bien conservée, notamment des bois et métapodes de cervidés.

L'occupation azilienne laisse entrevoir l'implantation d'un « site de chasse », de traitement et consommation des carcasses, l'outillage domestique découvert en témoigne (grattoirs, pièces retouchées, etc.).

Il y a 12 000 ans : le Laborien

Les préhistoriens évoquent souvent cette période, du point de vue climatique, en tant que « dernier coup de froid ». Des sources venant du plateau d'Angoulême sont à l'origine de la formation d'un barrage de tuf, de 3 mètres d'épaisseur, qui a piégé « en place » le niveau laborien. Cette culture, postérieure à l'Azilien et couvrant la partie méridionale de la France, appartient à une période chronologique charnière, vers 9500 avant notre ère, pour laquelle les témoignages sont à ce jour ténus en Charente. La fouille du niveau laborien scellé par les tufs révèle des structures de combustion, des postes de taille du silex et quantité d'informations nouvelles sur ces chasseurs-collecteurs de la fin du Paléolithique supérieur. La fouille de l'îlot a d'ores et déjà mis en évidence une zone d'activité grâce à la découverte de grandes lames de silex amassées aux abords de vestiges osseux de cheval (correspondant probablement à une activité de boucherie).

L'industrie lithique est recouverte d'une légère patine blanchâtre qui atteste l'homogénéité de l'assemblage. Elle se compose essentiellement d'armatures de projectiles réalisées à partir de petites lames régulières et étroites : les « pointes des Blanchères » et les « pointes de Malaurie », caractéristiques de cette culture. Une datation radiocarbone permet aujourd'hui de préciser la chronologie de cette implantation : 9940 +/- 40 avant notre ère. Les données paléoenvironnementales, quant à elles, mettent en lumière la transition d'un climat froid vers un climat tempéré, qui offre l'occasion d'appréhender de manière concomitante les bouleversements climatiques et les transformations/innovations technologiques de ces sociétés de la fin du Paléolithique.

L'Inrap

L'Institut national de recherches archéologiques préventives est un établissement public placé sous la tutelle des ministères de la Culture et de la Recherche. Il assure la détection et l'étude du patrimoine archéologique en amont des travaux d'aménagement du territoire et réalise chaque année quelque 1 800 diagnostics archéologiques et plus de 200 fouilles pour le compte des aménageurs privés et publics, en France métropolitaine et outre-mer. Ses missions s'étendent à l'analyse et à l'interprétation scientifiques des données de fouille ainsi qu'à la diffusion de la connaissance archéologique. Ses 2 200 agents, répartis dans 8 directions régionales et interrégionales, 42 centres de recherche et un siège à Paris, en font le plus grand opérateur de recherche archéologique européen.

La Direction régionale des affaires culturelles (DRAC) Nouvelle-Aquitaine, Service régional de l'archéologie (SRA)

Le Service régional de l'archéologie de la DRAC Nouvelle-Aquitaine met en œuvre, en région, la politique du ministère de la Culture pour la connaissance, la protection, la conservation et la promotion du patrimoine archéologique.

Le SRA veille à l'application de la législation, encadre la recherche archéologique régionale, instruit les demandes d'autorisation de recherches archéologiques programmées, prescrit les opérations d'archéologie préventive. Il assure également le contrôle scientifique des opérations archéologiques, du terrain à la gestion des mobiliers archéologiques et des archives de fouilles. Enfin il accompagne la diffusion et la valorisation de la recherche archéologique.

Les décisions du SRA s'appuient sur les avis de la Commission territoriale de la recherche archéologique (CTRA) Sud-Ouest constituée d'experts archéologues, représentant toutes les périodes de la Préhistoire et de l'Histoire et issus d'une pluralité d'institutions - ministère de la Culture, Inrap, CNRS, universités, services archéologiques des collectivités territoriales, sociétés agréées d'archéologie.

Au sein de la DRAC Nouvelle-Aquitaine, le SRA est fort d'une quarantaine d'agents, répartis sur les trois sites de Bordeaux, Poitiers et Limoges, alliant compétences scientifiques et proximité territoriale. Il traite annuellement plus de 5000 dossiers d'aménagements, 422 prescriptions de diagnostics et 98 prescriptions de fouilles.

L'Établissement Public Foncier (EPF) de Nouvelle-Aquitaine, en appui à la Communauté d'Agglomération du Grand Angoulême

L'EPF de Nouvelle-Aquitaine intervient en appui des collectivités par convention pour appuyer leurs projets :

- de développement de l'offre de logements notamment sociaux,
- d'opérations de logements en requalification urbaine,
- de réhabilitation des centres anciens (communes AMI, centres-bourgs, villes intermédiaires et grandes villes),
- de reconversion de friches industrielles,
- d'appui au développement économique et industriel.

L'EPF de Nouvelle-Aquitaine est un outil concret tant d'intervention que de conseil et d'aide à la décision, auprès des projets des communes. Les missions de l'EPF se concentrent sur le repérage des emprises foncières adaptées à la mise en place des projets des collectivités, la négociation auprès des propriétaires et des occupants, la réalisation des travaux de démolition, de désamiantage, de

dépollution, la réalisation d'études de pré-faisabilité et la consultation des opérateurs sociaux et privés, dans le cadre d'un projet répondant aux orientations fixées par les Collectivités.

Depuis 2010, l'EPF de Nouvelle-Aquitaine accompagne la Communauté d'Agglomération du Grand Angoulême à travers une convention opérationnelle dans la conduite sur le long terme du projet de réaménagement du quartier de la gare à Angoulême, visant à requalifier profondément le quartier par l'installation d'équipements d'envergure, l'accueil de nouvelles activités et de commerces, et la création de bureaux et de logements.

Dans ce contexte, l'îlot Renaudin accueillera un centre d'affaires comprenant hôtel, bureaux, co-working et l'aménagement d'un parvis piéton qui se situera en face de nouvelle médiathèque, dont les travaux ont débuté en septembre 2018.

Aménagement Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine dans le cadre d'une convention opérationnelle avec la Communauté d'agglomération du Grand Angoulême

Contrôle scientifique **DRAC Nouvelle-Aquitaine, Service régional de l'archéologie (SRA)**

Recherche archéologique **Inrap**

Responsable scientifique **Miguel Biard, Inrap**

avec la collaboration de **Grégory Dandurand, géomorphologue, Inrap**

Contacts

Mahaut Tyrrell

chargée de communication médias

Inrap, service partenariats et relations médias

01 40 08 80 24 – mahaut.tyrrell@inrap.fr

Marie-Noëlle Gallois

chargée de développement culturel et de communication

Inrap, direction interrégionale Grand-Sud-Ouest

06 79 57 95 91 – marie-noelle.gallois@inrap.fr

Odile Nublat

Communication

DRAC Nouvelle-Aquitaine

06 19 12 09 58 – odile.nublat@culture.gouv.fr

Sophie Billa

Chef du bureau de la communication interministérielle

Préfecture de région Nouvelle-Aquitaine

05 56 90 60 18 – pref-communication@girond.gouv.fr